

*Initiatives ministérielles***INITIATIVES MINISTÉRIELLES**

[Traduction]

**LA LOI SUR LA TAXE D'ACCISE ET LOI SUR
L'ACCISE****MESURE MODIFICATIVE**

La Chambre reprend l'étude du projet de loi C-20, Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise et la Loi sur l'accise, dont le comité législatif a fait rapport sans propositions d'amendement, ainsi que des motions nos 4, 5, 6, 7, 8, 12, 13, 14, 15 et 16 inscrites au nom du député de Calgary-Nord-Est.

M. John R. Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur le Président, mon collègue d'Edmonton-Est nous a exposé en très peu de mots et avec beaucoup de pertinence la grande erreur et l'hypocrisie d'un gouvernement qui a dit, il n'y a pas si longtemps, que la taxe sur les ventes des fabricants faisait sournoisement disparaître des emplois. Par contre, le gouvernement n'a pas hésité à se prostituer et à extorquer aux gens tous les profits et l'argent qu'il a pu aller chercher grâce à cette taxe sournoise.

Il y a une leçon à tirer de l'utilisation par le gouvernement de la taxe sur les ventes des fabricants avec tout ce qu'elle comporte de défauts et de problèmes. Le gouvernement prend cette taxe pour une poule aux oeufs d'or. Il l'a fait passer de 9 p. 100 à 13,5 p. 100.

Il s'en est servi pour exploiter à fond les consommateurs. Cela devrait tous nous faire frémir, nous déranger dans notre sommeil, nous faire trembler de voir agir ce gouvernement.

En réalité, la taxe sur les produits et services, que certains appellent la taxe sur la valeur ajoutée, existe dans 17 pays. Seul un de ces pays n'a pas augmenté le taux de la taxe depuis son entrée en vigueur. L'exemple le plus récent, celui que le gouvernement, le premier ministre et le ministre des Finances ne cessent de nous servir, à nous, néo-démocrates, est celui de la Nouvelle-Zélande. Ce pays a établi une taxe sur les produits et services, et je crois comprendre que son ministre des Finances comparait, au moment où je vous parle, devant le Comité des

finances pour nous donner des conseils. Nous avons là un pays qui donne des conseils à Michael Wilson, un pays qui a établi une taxe sur les produits et services en 1986 au taux de 10 p. 100. Aujourd'hui, cette taxe est de 14 p. 100. Elle existe depuis à peine trois ans et elle est maintenant de 14 p. 100. Elle a augmenté de 4 p. 100 en trois ans. Combien ce chiffre doit réjouir Michael Wilson, le ministre des Finances! Il rêve déjà aux cadeaux, et nous ne sommes même pas rendus à la veille de Noël! Le ministre voit dans cette taxe le moyen de prélever des milliards et des milliards de dollars.

Pour administrer l'actuelle taxe sur les ventes des fabricants, le gouvernement a besoin de 1 500 bureaucrates. Et qu'est-ce que le ministre de Revenu a annoncé l'autre jour? Le gouvernement va embaucher 4 000 personnes de plus. Qu'est-il advenu des 1 500 employés déjà là? Il ne les a pas fait disparaître. À ces 1 500 fonctionnaires viennent s'ajouter 4 000 personnes, même si nous abandonnons la taxe sur les ventes des fabricants dans la proposition, nous gardons les 1 500 employés. Il ne faut pas jouer au poker avec Michael Wilson, il va vous faire les poches. Nous aurons donc 4 000 plus 1 500, soit 5 500 fonctionnaires. Je suis sûr que tous les contribuables vont être ravis d'apprendre que des centaines de millions de dollars serviront à payer le salaire de 5 500 bureaucrates chargés de leur vider les poches.

C'est tout simplement honteux. Le gouvernement voit bien toutes les perspectives que lui ouvre cette taxe. Il prévoit en retirer 25 milliards de dollars, qui seront perçus sur tous les produits et tous les services, des berceaux aux cercueils et des condoms aux marmites. Et ce ne sera pas tout, car il restera encore à percevoir les taxes d'accise. Une fois qu'on aura fini de nous tondre, le Trésor se sera enrichi de 40 milliards de dollars.

J'ai entendu dire que le gouvernement a envoyé le projet de loi sur la TPS chez l'imprimeur. Oui, chez l'imprimeur. Et pendant ce temps, nous pouvons assister à la comédie du président du Comité des finances, qui est en train de parcourir le pays d'un bout à l'autre pour donner l'impression que, par des voies plus ou moins miraculeuses, il s'est converti et est maintenant disposé à écouter ce que les Canadiens ont à dire.